

LOIRE ATLANTIQUE **les** **nouvelles**

Hebdomadaire départemental du Parti Communiste Français - Numéro 282 - 21 JUILLET 1983 - Prix 1 F.

FÊTE DE NANTES POUR ALLER "VERS LES GENS" DIFFUSONS LA VIGNETTE

Aller vers les gens, tel est l'appel lancé par le dernier Comité central. En cette période, une occasion irremplaçable se présente à nous avec la campagne de la vignette de la Fête de Nantes.

Nous avons là, en effet, un moyen privilégié d'établir le contact avec ceux et celles qui s'interrogent sur la situation actuelle.

Nous sommes bien accueillis. Notre attitude empreinte de réalisme, soucieuse de l'intérêt des travailleurs, nous permet de gagner une écoute bien plus attentive. Ajoutons à cela notre souci d'agir pour le désarmement, la paix particulièrement, apparu dans notre active contribution au succès du 19 juin.

Ce sont là des éléments de confiance permettant aux communistes de s'adresser largement à tous ceux, toutes celles qui les entourent. L'élection municipale de Trappes en est une excellente illustration.

En ces mois de juillet et août, le moyen essentiel d'aller vers les gens, c'est la diffusion de la vignette. Elle permet d'engager le dialogue, simplement, naturellement.

Enfin, diffuser la vignette de la Fête de Nantes, c'est assurer le succès d'une grande manifestation politique culturelle. Un succès dont l'importance, cette année, n'échappera à personne quand on voit à Nantes, depuis la venue de la droite à la municipalité, l'aiguinement de la lutte des classes.

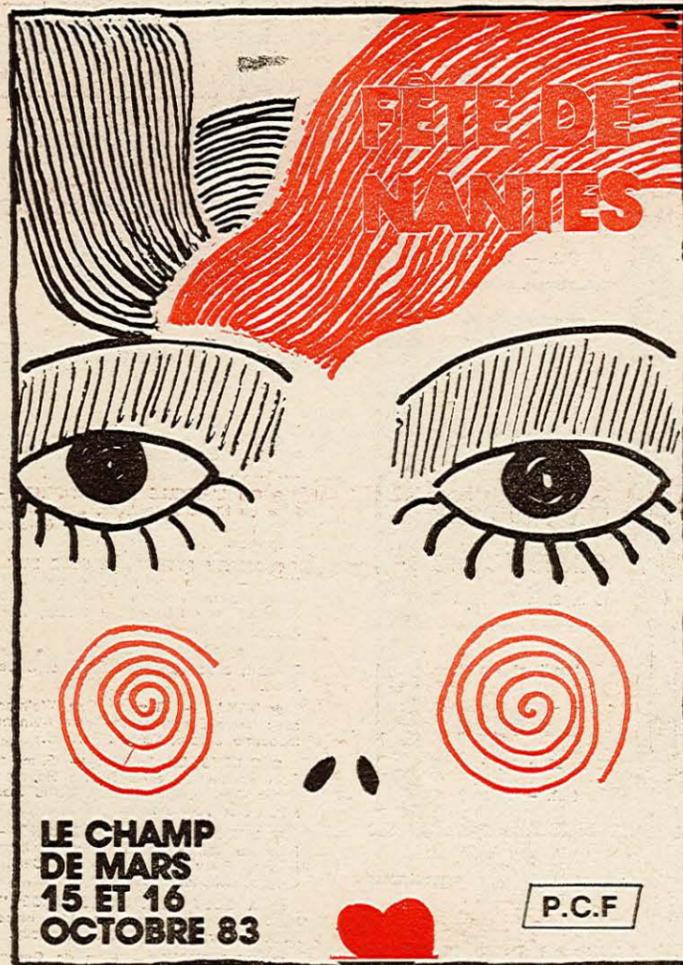
Oui, la diffusion de la vignette constitue la meilleure riposte à opposer à la droite, à l'équipe Chauty. Cette vignette est aussi un facteur de la nécessaire mobilisation populaire en faveur des solutions positives pour les graves problèmes posés aux Nantais et Nantaises, le tramway, le franchissement de Cheviré, la Maison de la culture, etc.

Pour réussir dans cette tâche, faisons preuve d'imagination, d'esprit d'initiative. Mais utilisons aussi à fond les recettes vérifiées. La première : chaque communiste doit être en possession de sa vignette. Pour cela, il faut aller au delà des militants et porter la vignette à domicile à chaque adhérent. La seconde : les directions de cellules doivent s'engager à tous les niveaux, dans la campagne de diffusion, tout particulièrement en direction des entreprises, notamment au travers d'invitations publiques.

La réussite de la fête repose sur l'effort de tous. Tout faire pour que la Fête de Nantes 1983 soit un immense succès, telle est la tâche centrale des communistes de Nantes.

Les prochains rendez-vous doivent être à la mesure de cet enjeu.

J.-Y. COUPEL,
Secrétaire de la section
de Nantes.



8ème FÊTE DES LIBERTÉS DIMANCHE 14 AOUT 1983

PARC DES SYLPHES - ST-BREVIN-LES-PINS - Av. de Mindin

JUS DE FRUIT - APERITIF DEBAT - RESTAURANT

Allocution politique de Gilles BONTEMPS
Secrétaire fédéral

JEUX - ANIMATION - STANDS - MUSICIENS
ARTISTES LOCAUX

A 20 HEURES : GRAND BAL POPULAIRE GRATUIT

CENTRALE NUCLÉAIRE DU CARNET :

Déclaration du Bureau Fédéral

Le Bureau Fédéral du Parti communiste français de Loire-Atlantique, réuni le 11 juillet, tient à réaffirmer sa volonté de voir se réaliser rapidement la centrale nucléaire du Carnet.

Il souhaite que le gouvernement prenne au plus vite une décision positive afin que s'engage dans de bonnes conditions, la réalisation de cet équipement indispensable au développement de notre région, de tout l'Ouest.

Depuis des années, la Fédération de Loire-Atlantique du Parti communiste français a mené le combat pour un développement diversifié des sources d'énergie en Basse-Loire.

Aujourd'hui, une nouvelle étape peut être franchie et nous n'avons pas le droit d'hypothéquer l'avenir de cette région et de ceux qui y vivront à l'horizon de l'an 2000 et au-delà.

C'est pourquoi, consciente d'assumer pleinement ses responsabilités, la Fédération de Loire-Atlantique du Parti communiste français mènera, dans les semaines qui viennent, une grande bataille d'explications afin que se réalise au plus vite cette centrale et que chacun dans cette affaire prenne ses responsabilités.

Le développement économique, la lutte contre le chômage, le rééquilibrage de notre commerce extérieur passent aussi par une plus grande indépendance énergétique.

Une centrale nucléaire en Basse-Loire en constitue un des éléments.

SUCCÈS AUX BALS DU 14 JUILLET



De nouvelles Bastilles à prendre

La tradition veut que le 14 juillet soit l'occasion de fêtes populaires commémorant la Révolution de 1789 et la prise de la Bastille.

Ce fut chose faite, il y avait foule aux bals du 14 juillet, organisés par les cellules de Nantes, à Pirmil, aux Dervallières, à Doulon, près de 1 500 personnes ont fêté comme il se doit les idées de la Révolution Française.

En ces années où se prépare le 200^e anniversaire, on vient de nous faire croire que cela n'avait vraiment aucune importance, cette chute de cette vieille prison de la monarchie absolue. Jacques Chirac met son veto à la célébration, à Paris, de 1789.

La Droite vient de nous prouver qu'elle n'accepte pas deux cent ans après qu'on ait ren-

versé la monarchie et pris la Bastille. Pas qu'elle n'a accepté le Front Populaire, les conquêtes sociales, qu'elle n'accepte le 10 mai, la présence des communistes au gouvernement. Ça lui est indispensable.

Aujourd'hui patronat et gouvernement défendent avec acharnement les bastilles qui leur restent, ils s'opposent à l'application des droits nouveaux, multiplient les licenciements dans de nombreuses usines de Loire-Atlantique, refusent d'investir pour produire français et créer des emplois.

Le 14 juillet a donc été l'occasion de réaffirmer notre ferme volonté de ne pas les laisser faire, et d'appeler les travailleurs de notre ville à prendre de nouvelles bastilles.

J.-Y. C.

Cinéma - Spectacles - Art - Loisirs

Cinéma "les Club"

76, AVENUE DE LA REPUBLIQUE SAINT-NAZAIRE TEL. 22.53.41

Tous les jours : 2 matinées, 2 soirées
Tarif réduit jeudi et lundi pour tous

SENS DE LA VIE
15 h, 20 h, 22 h 30

LES CHIENS DE PAILLE
15 h, 20 h 15, 22 h 30
(int. - 18 ans)

FEMMES
15 h, 20 h 15, 22 h 30
(int. - 18 ans)

Jusqu'à dimanche
On l'appelle catastrophe
15 h, 20 h 15, 22 h 30

Lundi et mardi
LA BÊTE
15 h, 20 h 15, 22 h 30
(int. - 13 ans)

Les KORRIGANS

8, avenue de la République
ST-NAZAIRE
Tél. 22.44.79

STELLA

Barry Lyndon

CREEP-SHOW
(int. - 18 ans)

L'ESPION QUI M'AIMAIT

ANNIE HALL

APOLLO 5 SALLES 5 FILMS

ON L'APPELLE CATASTROPHE

LE JUSTICIER DE MINUIT
(int. - 18 ans)

MÊME A L'OMBRE, LE SOLEIL LEUR TAPE SUR LA TÊTE

PÉNITENCIER DE FEMMES
(int. - 18 ans)

EXHIBITION
(int. - 18 ans)

Les films de la semaine

- **STELLA.** — Film de Laurent Heynemann, avec Nicole Garcia et Thierry Lhermite.
- **ON L'APPELLE CATASTROPHE.** — Film de Richard Balducci, avec Michel Leeb, Darry Cowl, Michel Galabru, Pierre Doris, Carole Lixon.
- **MONTY PYTHON, LE SENS DE LA VIE.** — Film britannique de Terry Jones, avec Graham Chapman, John Cleese, Terry Gilliam, Eric Idle, Terry Jones, Michael Palin.
- **LES DIABLES.** — Film de Ken Russell, avec Vanessa Redgrave, Oliver Reed.
- **NANA.** — Film de Dan Wolman, avec Katya Berger, Jean-Pierre Aumont, Massimo Serato, Yehuda Ferroni.
- **CHIENS DE PAILLE.** — Film de Sam Peckinpah, avec Dustin Hoffman, Susan George, Del Henney, David Warner, Peter Vaughan.
- **L'EXECUTEUR DE HONG KONG.** — Film de James Fargo. Avec : Chuck Norris, Mary Louise Weller, Camilla Griggs, Michaël Cavanaugh.
- **A BOUT DE SOUFFLE MADE IN U.S.A.** — Film de Jim Mc Bride. Avec Richard Gere, Valérie Kaprisky.
- **CREEPSHOW.** — Film de George A. Romero. Avec : Hal Holbrook, Adrienne Barbeau, Fritz Weaver.
- **BARRY LYNDON.** — Film de Stanley Kubrick d'après le roman de William Makepeace Thackeray. Avec Ryan O'Neal, Marisa Berenson, Patrick Magee, H. Kruger.
- **L'ETE MEURTRIER.** — Film de Jean Becker, avec Isabelle Adjani, Alain Souchon, Suzanne Flon, Jenny Clève, Michel Galabru.
- **LES DIEUX SONT TOMBES SUR LA TÊTE.** — Film du Boswana de James Uys, avec Xao Sandra Prinstoo, Marius Weyers.
- **DIVA.** — Film français de J-Jacques Bénéix, avec W-W. Fernandez, Jacques Fabri, Frédéric Andrieu.
- **HYSTERICAL.** — Film de Chris Bearde, avec Bill Hudson, Brett Hudson, Mark Hudson.

HORAIRE LES KORRIGANS

- Salle 1 : ts les j., 14 h 30, 20 h 10, 22 h 25.
- Salle 2 : ts les j., 14 h 30, 20 h 30.
- Salle 3 : ts les j., 14 h 30, 20 h 05, 22 h 25.
- Salle 4 : ts les j., 14 h 30, 20 h, 22 h 25.
- Salle 5 : ts les j., 14 h 30, 20 h 15, 22 h 15.
- (En cas de mauvais temps, séance à 16 h 30 dans toutes les salles.)

- APOLLO**
- 1 — 14 h 10, 16 h, 17 h 55, 19 h 50 et 21 h 45, samedi 23 h 45 : **ON L'APPELLE CATASTROPHE.**
- 2 — 13 h 45, 15 h 55, 18 h 05, 20 h 15, 22 h 25, samedi 0 h 30 : **LE JUSTICIER DE MINUIT** (int. - 18 ans).
- 3 — 13 h 50, 15 h 50, 17 h 50, 19 h 50, 21 h 50, samedi 23 h 50 : **MÊME A L'OMBRE, LE SOLEIL LEUR A TAPE SUR LA TÊTE.**
- 4 — 13 h 45, 15 h 45, 17 h 50, 19 h 55 et 22 h, samedi 0 h 30 : **PÉNITENCIER DE FEMMES** (int. - 18 ans).
- 5 — 14 h 25, 16 h 20, 18 h 15, 20 h 10, 22 h 05 et samedi à minuit : **EXHIBITION**, version intégrale (int. - 18 ans).
- COLISEE** (14 h 15, 20 h 15, 22 h 15, plus dimanche 16 h 30).
- 1 — **LES VALSEUSES.**
- 2 — **HAIR.**

G

place du commerce
48.29.95

PSYCHOSE

KRAMER CONTRE KRAMER

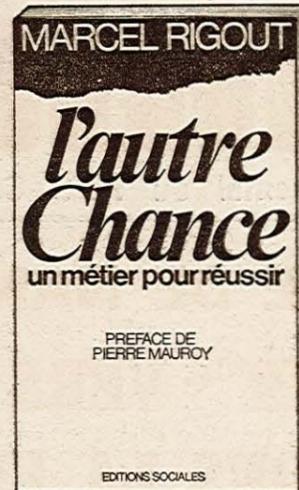
L'ÉTÉ MEURTRIER

FLIC DE CHOC

STELLA

L'EXECUTEUR DE HONG-KONG

Le livre d'un ouvrier, Ministre de la formation professionnelle au service des jeunes



Le hasard a fait que Marcel Rigout a personnellement souffert une partie de sa vie de ne pas avoir de formation professionnelle. Comme de trop nombreux enfants de familles pauvres, il a dû quitter l'école à 13 ans pour aller au travail, apprendre sur le tas. Mais c'est la guerre. La résistance à l'occupant va l'entraîner très jeune à l'action patriotique. A la Libération, il est OS tourneur à l'arsenal de Limoges et à 21 ans, à l'issue d'un stage de formation accélérée (Afp), Marcel Rigout obtient son CAP de tourneur, une qualification grâce à laquelle il s'est senti, écrit-il, « un citoyen différent ».

« Avoir un métier », Pierre Mauroy qui préface ce livre, exprime l'importance de « ce beau rêve pour tout adolescent qui voit ses aînés réussir ou se réaliser dans leur travail ». Militant communiste responsable, Marcel Rigout est élu au suffrage universel, vice-président du Conseil général, député de la Haute-Vienne, il sera un des quatre communistes nommés ministres du gouvernement de gauche formé le 21 juin 1981 et chargé de la formation professionnelle.

Ce livre est émouvant, captivant, il est un stimulant pour le travail mené jusqu'au bout de bonne façon. « Il faut labourer droit et profond », lui rappelle cette formule paysanne de son enfance.

Prendre en main la formation professionnelle dans ce pays en crise, dévasté par 25 ans de politique de droite où 900 000 jeunes sont au chômage, sans qualification pour une large part,

il faudra en effet du courage, une volonté tenace pour avancer dans le concret.

Le ministre Marcel Rigout raconte le démarrage et ses deux années d'expérience. Le « dispositif 16-18 ans » : ses voyages et ses rencontres avec des jeunes ; « nous avons vu des dizaines, des centaines de jeunes jugés quelquefois irrécupérables, faire la démonstration de leurs capacités et réussir à apprendre un métier ».

La lecture du livre de Marcel Rigout aide à mieux comprendre les jeunes et à mieux apprendre à notre société quels sont les espoirs des jeunes.

Ce livre est une contribution à la formation, une invitation entraînant à aller le plus loin, le mieux possible sur la voie de la connaissance, de l'apprentissage pour la réussite professionnelle.

Pour les élus, les responsables d'associations ou de services municipaux, la lecture de « L'autre Chance » éclairera la portée du travail de formation et de l'effort à faire en direction de la jeunesse.

C'est un livre qui invite au débat. Elus, techniciens, formateurs, éducateurs, stagiaires y puiseront des perspectives nouvelles, enthousiasmantes même, par une meilleure perception et une profonde sensibilisation aux enjeux et aux possibilités que recouvrent l'œuvre entreprise pour l'insertion, la qualification, pour ouvrir aux jeunes l'accès au métier comme moyen de réussite.

NECROLOGIE

Nous apprenons avec douleur le décès de Gilles NIVET à l'âge de 31 ans. Gilles fut secrétaire de la section du P.C.F. de la S.N.I.A. Bougenais. A sa famille, à ses proches, nous présentons nos sincères condoléances.

Directeur de la publication : **Maurice ROCHER**
41, rue des Olivettes — NANTES
Imprimerie Commerciale
32, boulevard Laënnec — RENNES
C.P.P.P. n° 62 987

C.N.L. REZE REFUS AU CONVENTIONNEMENT

Les locataires de Loire-Atlantique habitations du Château de Rezé, ne sont pas d'accord avec l'orientation prise par l'organisme propriétaire.

Les locataires sont pour les réparations locatives, nécessaires à l'entretien intérieur des appartements, des parties communes et des extérieurs, mais contre le conventionnement, qui consiste à faire payer certains locataires des augmentations pouvant varier de 50 à 100 % du loyer de base.

L'Association C.N.L. du Château de Rezé considère que les réparations locatives peuvent être faites sans conven-

tionnement. Depuis la création de la cité, la C.N.L. pose les questions suivantes :

— les emprunts ne sont-ils pas amortis ?

— sur le prix du loyer n'est-il pas prévue une part pour les grosses réparations locatives ?

— où est passé ce budget ?

La C.N.L. du Château de Rezé (Loire-Atlantique Habitations) appelle les locataires à compléter les questionnaires remis par l'Association afin de faire connaître les différents problèmes qui se posent, à la Société Loire-Atlantique Habitations.

A l'affiche à Nantes

- 3 — **CEIL POUR CEIL.** CONCORDE (premier film : tous les jours 19 h 30, dim. et fêtes 13 h 45, 19 h 30 ; deuxième film : tous les jours 22 h, dimanche et fêtes 16 h 15, 22 h).
- 1 — **LE DECAMERON** plus **REVES HUMIDES.**
- 2 — **LES DOUZE SALOPARDS** plus **QUAND LES AIGLES ATTAQUENT.**
- 3 — **LES DOUZE TRAVAUX D'ASTERIX** plus **MONTY PYTHON SACRE GRAAL.**
- 4 — **LA STRADA** plus **LA MAISON DU DOCTEUR EDWARDS.**
- GAUMONT**
- 1 — 14 h 04, 16 h 30, 19 h 49 et

- 22 h 15 : **PSYCHOSE.**
- 2 — 14 h 18, 16 h 30, 20 h 03 et 22 h 15 : **KRAMER CONTRE KRAMER.**
- 3 — 13 h 53, 16 h 30, 19 h 38 et 22 h 15 : **L'ETE MEURTRIER.**
- 4 — 13 h 57, 16 h, dimanche à 18 h, tous les jours 20 h 12 et 22 h 15 : **FLIC DE CHOC.**
- 5 — 14 h 20, 16 h 30, 20 h 05 et 22 h 15 : **STELLA.**
- 6 — 14 h, 16 h, le dimanche 18 h et 20 h 05 et 22 h 15 : **L'EXECUTEUR DE HONG-KONG.**

- KATORZA** (14 h 15, 20 h 15, 22 h 15 plus dimanche 16 h 30).
- 1 — **UNE FEMME A SA FENETRE.**

- 2 — **LES PREDATEURS.**
- 3 — **FURYO.**
- 4 — **LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE.**
- 5 — **LE SENS DE LA VIE.**
- 6 — **LES DIEUX SONT TOMBES SUR LA TÊTE.**
- RACINE** (tous les jours, 13 h 45, 16 h, 19 h 45 et 22 h).
- 1 — **FLIC OU VOYOU.**
- 2 — **LA PASSANTE DU SANS SOUCI.**
- OLYMPIA** (14 h 15, 20 h 15, 22 h 15 plus dimanche 16 h 30).
- LE DOCTEUR JIVAGO.**
- ARIEL**
- 1 — Tous les jours 13 h 45, 16 h 30, 19 h 45 et 22 h 30 : **LES 55 JOURS DE PEKIN** (panoramique).
- 2 — Tous les jours 14 h, 16 h, 20 h et 22 h : **MOI CHRISTIANE F, 13 ANS.**

AU CONSEIL MUNICIPAL DE NANTES DU 11 JUILLET 83 UNE DROITE D'AVANT 14 JUILLET

Le conservatisme, c'est bien connu, tient à la continuité, au risque de perdre tout sens des réalités.

Le 13 juillet 1789, il n'y avait pas de bals populaires, et pour cause ! Quant aux conservateurs de l'époque, ils vivaient de leur passé, persuadés que le présent était établi pour toujours. Les plus éclairés pensaient que, de toutes façons, s'il devait y avoir changement, ils arriveraient bien à s'y retrouver.

Le 11 juillet 1983, leurs héritiers au sein du Conseil municipal de Nantes n'ont même pas su exprimer autre chose qu'une farouche volonté de défendre le pouvoir économique du patronat et de s'opposer par tous les moyens au changement, ce changement décidé par les Français en 1981, qu'ils voudraient bien faire passer pour une courte parenthèse dans notre histoire.

Pour cela, ils se tournent délibérément vers le passé. Un dossier a servi de révélateur : M. Cueille, au passé bien connu, proposait en effet que le « Square du 19 mars 1962, fin de la guerre d'Algérie », devienne « Square des Combattants d'Algérie ».

Notre camarade Michel Moreau, conseiller général, devait à cette occasion souligner le bien-fondé de la dénomination rappelant que le 19 mars 1962 correspondait bien à la fin d'une guerre coloniale que les Français condamnaient, souhaitant la paix à 90 %. Il fit observer que la nouvelle dénomination ne pourrait que satisfaire les nostalgiques du colonialisme et de l'O.A.S. et que la nouvelle proposition était manifestement

celle des « héritiers de ces grandes familles qui ont bâti leur fortune avec la traite des noirs ».

C'en était trop pour la droite, toute rouge, suffoquante. M. Chauty s'affirmait partisan de l'indépendance de l'Algérie dès avant 1954, sans préciser toutefois ce qu'il a fait pour défendre cette position. Alors que M. Magimel, prêt à tout, faisait un rapide voyage vers l'Afghanistan, M. Bovar, homme à tout faire du patronat, rappelait, un instant, ce qu'il faisait bon se trouver sous un casque colonial, osant dire qu'il n'en avait pas à en rougir. Le tout appuyé par les insultes et les menaces habituelles à l'égard des conseillers communistes, émanant de membres du public auprès desquels M. Chirac lui-même passerait presque pour un dangereux gauchiste.

Il en va ainsi de cette droite qui remplace « fin de la guerre » par « combattants » et qui ne veut surtout pas entendre la différence entre la France et l'impérialisme pratiqué par les grandes sociétés capitalistes « françaises ».

Rétrograde, mais « bonne gestionnaire », cette droite ? Malgré les efforts des quelques élus qui se partagent la réalité du pouvoir, l'ensemble manque manifestement de sérieux. Depuis la « pirouette » de M. Chauty sur le tramway, nombreux sont les dossiers où l'on sent soit un laxisme dangereux, soit déjà la reconnaissance de la fausseté des accusations portées contre la municipalité précédente. Ainsi, l'inimaginable « Lettre du Maire », qui emplissait il y a peu les poubelles des Nantais aux frais

des contribuables, fut l'objet d'une désolidarisation partielle de M. Rivière, adjoint aux finances, s'exprimant toujours un peu en chef de bureau au ministère des Finances, qui reconnaît le caractère spécieux de la présentation de la situation financière de la commune. Qu'il se prenne déjà pour Edgar Faure est son droit, en même temps que sa manière à lui de prendre date — prudent et prévoyant ce monsieur — et ce sans pour autant désavouer ses amis qui eux usent et abusent de la politique du « calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose ».

D'autres dossiers — de subventionnement ou de son recouvrement de recettes — montrent qu'il y a de l'argent dans les caisses de la ville. De l'argent, il va y en avoir aussi pour les promoteurs immobiliers, M. Cueille, toujours lui, faisant voter, contre les seuls élus communistes, l'augmentation du plafond légal de densité. Un beau cadeau. Affaire à suivre.

Quant aux patrons d'horizons divers, qu'ils se rassurent, même s'ils sont pollueurs ou font courir des risques. Désormais, pourquoi consulter l'ensemble des services compétents pour savoir si, par exemple, le stockage d'hydrocarbures et de lessive de soude, s'effectue bien dans les conditions requises de sécurité, puisque les affirmations d'un seul conseiller municipal suffisent ? Ce fut d'ailleurs l'occasion d'une mise en garde de Paul Le Guilloux, conseiller communiste, qui tient à rappeler qu'il entendait bien suivre de très près tous ces problèmes d'environnement.

LE TOUR DE FRANCE PASSAIT A NANTES, L'HUMA AUSSI



La voiture de « L'Humanité » a fait recette. Aidés par une dizaine de camarades de l'agglomération nantaise, les diffuseurs, qui jour après jour vivent au rythme infernal du Tour, se réjouissaient au soir de l'étape nantaise d'avoir diffusé plus de 1 500 pochettes. Etape réussie !

SANTÉ Et l'hôpital Saint-Jacques ?

Le C.H.U. Nord ouvre ses portes, tant mieux. On sait combien les communistes et leurs élus, Michel Moreau en particulier, se sont battus pour qu'il existe, enfin.

Mais restent des zones d'ombre. Des médecins généralistes du Sud Loire, ont, à juste raison, suscité une pétition à propos du sort réservé à l'hôpital Saint-Jacques. Ils s'inquiè-

tent de la disparition de certains services. Ils pensent qu'un service de maternité serait utile dans ce quartier. Ils estiment très raisonnablement, nous semble-t-il, que doivent exister des contacts fréquents et fructueux entre les médecins du quartier et les médecins hospitaliers.

Depuis longtemps nous avons dit qu'est nécessaire un

service d'urgences au sud de la Loire. Lorsqu'on connaît les difficultés de traversée de la Loire à certaines heures, lorsqu'on considère le nombre de touristes qui vont ou reviennent des plages de Vendée à partir du printemps et bien plus encore l'été, un tel service d'urgences paraît effectivement indispensable.

Pour aller à la FÊTE DE L'HUMANITÉ

AU PARC PAYSAGER DE LA COURNEUVE
LES 10 ET 11 SEPTEMBRE

INSCRIVEZ-VOUS A LA FÉDÉRATION
DE LOIRE-ATLANTIQUE

41, rue des Olivettes - 44000 NANTES
Téléphone : 89-72-28

Pour que vivent :

- la démocratie,
- la culture

Partout où la droite a reconquis les municipalités des grandes villes, c'est la revanche des successeurs d'Adolphe Thiers.

A Brest, Nantes, Saint-Etienne, Tourcoing, Poissy, pour les quelques cas les plus criants, les directeurs de maisons de la culture ont été licenciés arbitrairement, des emplois sont supprimés.

Le mouvement est bien trop large pour être fortuit. C'est une menace véritable et grave contre la liberté d'expression, la démocratie est outragée.

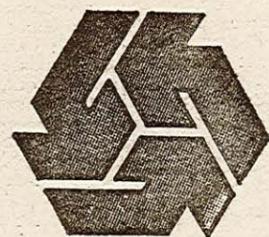
Réunis le 29 juin 1983, à l'initiative d'Antoine Vitez, nombre de créateurs ont décidé de réagir contre ces attaques. Ils comptent organiser, à l'occasion du Festival d'Avignon, une journée de protestation et de réflexion.

Mais cette action nécessaire, indispensable ne peut espérer un résultat qu'à la condition que tous s'y emploient, car nous sommes TOUS concernés quand on commence à toucher à la culture. Comme notre hebdomadaire « Révolution », les communistes de Loire-Atlantique ne peuvent qu'être solidaires de cet appel de Chaillot.

Nous demandons à tous ceux qui luttent pour la démocratie et la liberté de s'associer à cet appel. Pour cela, écrivez à :

Jean GUEPIN,
24, boulevard Albert-Thomas, 44000 Nantes,
En indiquant : Je m'associe à l'appel de Chaillot pour la défense de la culture, de la liberté et de la démocratie.

Il est grand temps de mettre un frein à l'entreprise de démolition de cette droite scandaleuse en France et à Nantes en particulier.



Bretagne Loire Equipement

notre société
développe son activité
dans les Pays de Loire

Etudes, Fournitures, Equipements
pour Collectivités locales,
Comités d'entreprises, Associations
Immeuble « FORUM »
48-50, rue Braille
56100 LORIENT
Tél. 97/21.65.71

Indispensables pour l'Industrie Nationale, de nouveaux critères de gestion LA PREUVE PAR TRÉFIMÉTAUX

Il y a des idées fausses qui, à force d'être répétées, passent pour des vérités. Ainsi, Tréfimétaux serait voué à la disparition ou bien à une forte diminution d'activités avec pertes d'emplois.

Effectivement, si les travailleurs, ouvriers, employés, cadres, n'imposent pas DE NOUVEAUX CRITERES DE GESTIONS, c'est non seulement Tréfimétaux mais toute l'industrie qui est menacée. Depuis des décennies, le CNPF et la droite s'emploient à casser les usines. Aujourd'hui, malgré les changements, ils continuent à appliquer les mêmes dogmes.

La cellule A. Croizat de Tréfimétaux vient d'en faire la preuve.

I - RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES

a) La Direction générale, la Direction locale déclarent qu'il y a surcapacité de production en Europe. D'un côté le marché intérieur serait l'Europe, d'un autre côté, le franc est attaqué par les autres monnaies européennes. Il y a là une contradiction.

En vérité Tréfimétaux ne produit pas assez alors que l'Allemagne, en particulier, importe de plus en plus. En 1982, l'importation représentait 26,85 % pour le lait et 37,22 % pour le cuivre du marché français, alors que l'usine de Couëron produit respectivement 38,5 % et 41,13 %. Pour Tréfimétaux, plus de 2300 emplois et pour l'usine de Couëron au moins 300 emplois pourraient être créés si l'importation était réduite de moitié.

b) L'exportation coûte cher à l'entreprise : afin de gagner des marchés à l'étranger, la Direction casse les prix (prix moyens à l'export de la tonne = 11 400 F, en France = 13 000 F). Les frais financiers de l'export sont élevés 12 à 13 % des produits exportés = coût du transport, emprunt en devises (en dollars ! = exportation de capitaux) coût des commissionnaires.

Les autres pays, connaissant eux aussi une crise économique, protègent leurs marchés. Les efforts consentis pour l'exportation se traduisent par l'abandon du marché intérieur avec les conséquences pour l'emploi et l'indépendance nationale.

IL FAUT DONC EN PRIORITE, RECONQUERIR LE MARCHÉ FRANÇAIS.

2 - LES COMPTES DE L'ENTREPRISE

Tréfimétaux a reçu, en 1982, 362 millions, soit un peu plus de la perte comptable, pour répartir sur de nouvelles bases.

Ces nouvelles bases doivent être :

- développer l'emploi,
- avoir une situation financière saine,
- renforcer la production.

La Direction générale, pourtant, continue d'appliquer les mêmes règles, elle met l'entreprise en péril.

a) Tréfimétaux achète et vend

à crédit. L'entreprise a un délai de 15 jours pour payer ses fournisseurs alors que ses clients disposent de 3 mois ! Pendant ce temps il y a besoin d'argent ; ce besoin est satisfait par des emprunts à courts termes qui coûtent plus de 140 millions de francs de frais financiers ! (près de 6 % du chiffre d'affaires, ou encore la moitié de la perte nette).

Il faut imposer que Tréfimétaux, avec le Ministère de l'Industrie, mettent sur pied un plan industriel soutenu par un plan financier à long terme avec le concours du secteur bancaire nationalisé.

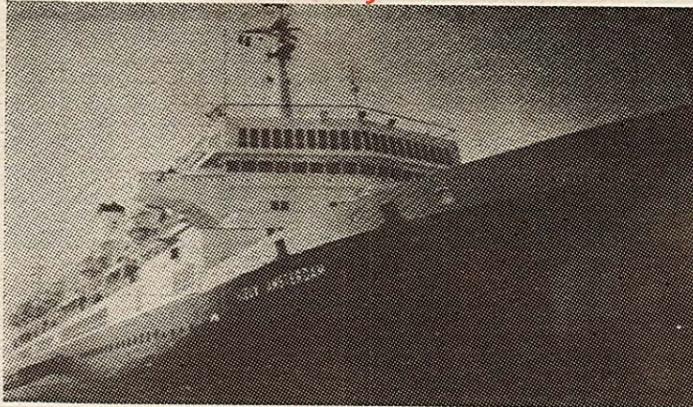
b) Dégradation des prix de vente : Tréfimétaux pendant des années n'a pas investi ni dans les machines pour les hommes, mais a développé ses efforts de

commerce notamment vers l'exportation. Dans ce contexte, faute de pouvoir répondre aux impératifs technologiques, la Direction brade les produits, casse les prix. C'est un petit jeu qui ne peut durer longtemps.

c) Baisse de l'emploi et des salaires : La Direction générale, afin de combler les pertes causées par l'exportation, le manque d'investissements, l'absence de politique industrielle à long terme répondant en priorité aux besoins nationaux, s'en prend, pour ne pas changer, aux salariés : licenciements sous toutes formes, baisse des salaires... Comment, dans ces conditions, avec des effectifs ne pouvant plus assumer le plan de charge, des salaires et qualifications pas du tout en rapport avec le travail demandé, gagner en productivité et compétitivité ?

La preuve est faite. Les critères de gestion appliqués par la Direction nous conduisent, au fil des années, à la faillite. Rien d'étonnant car, n'est-ce pas M. Gattaz, responsable du CNPF ou la Direction de Tréfimétaux est adhérent, qui déclarait ces derniers jours : « Je suis en guerre contre le gouvernement ! ».

Le "NIEUW AMSTERDAM" Une très belle réalisation Française



Construit dans les Chantiers navals de Saint-Nazaire, le nouveau paquebot hollandais a été inauguré au Havre.

Ce magnifique paquebot fait honneur au savoir-faire de haut niveau des ouvriers, techniciens, ingénieurs de la construction navale française. Impossible, à l'occasion de cette manifestation, de ne pas avoir un pincement au cœur en songeant au bradage du « France », le plus grand paquebot du monde, dont, ironie du sort, 248 des plus belles œuvres d'art vendues aux enchères ces jours-ci à Paris.

Il existe un créneau « croisière », le Nieuw Amsterdam en est la preuve. Ceux qui, il y a trois ans, ont prétendu le contraire, ont pris une lourde responsabilité.

P. U. K. : Contrat de plan signé

Pechiney-Ugine-Kuhlman vient de signer son contrat de plan avec l'Etat. Il fixe au groupe, qui vient de céder sa branche « acier » et ses activités chimiques, « de redresser la situation de ses activités métallurgiques traditionnelles et de privilégier le développement des domaines à fort contenu technologique, notamment celui des métaux ou des matériaux nouveaux ». PUK recevra 2,4 milliards de francs en fonds propres et quasi-fonds propres en 1983.

Le maintien, envisagé par le contrat, d'une base française dans le domaine de l'électrolyse de l'aluminium et de l'électrometallurgie sera fait moyennant l'achat par PUK à E.D.F. du droit d'usage d'une portion de centrale nucléaire (5 milliards de kWh par an).

Le plan d'entreprise chiffre à 16 milliards de francs les prévisions d'engagement d'investissements de PUK dans les trois années à venir, dont 60 % en France et 40 % à l'étranger.

CREUSOT-LOIRE :

Une affaire nationale

Le journal « Les Echos » annonce en première page : « Creusot-Loire va éclater, l'Etat est condamné à ramasser les morceaux ».

L'affaire est de taille et nous intéresse au premier plan avec la division Batignolles centrée sur les équipements pour le pétrole, la pétrochimie, le gaz naturel et le matériel d'imprimerie.

De plus, le groupe Creusot-Loire, avec ses 40 000 travailleurs et le rôle qu'il joue dans les secteurs aussi décisifs que les aciers spéciaux, l'électronucléaire, les transports, l'électromécanique, peut et doit constituer un atout prioritaire dans la politique de redressement du potentiel industriel national. Aussi, devant l'importance du sujet, nous avons pensé intéressant de publier de larges extraits de la récente conférence de presse de R. Le Guen. De quoi s'agit-il ? Le nouveau P.D.G., Didier Pineau-Valencienne, laisse visiblement percer l'intention de se désengager de la sidérurgie et du nucléaire. On connaît le prétexte : le groupe Creusot-Loire enregistrerait depuis 1981 des pertes financières l'obligeant aujourd'hui à modifier ses activités et pour tout dire sa politique industrielle. Pour ce groupe, ou bien l'Etat couvre les « pertes » ou il ne les couvre pas et dans ce cas... la direction de Creusot-Loire menace d'agir dans la foulée des abandons successifs pratiqués sous l'ancienne majorité.

UN CHANTAGE INACCEPTABLE

Ce chantage est inacceptable. Depuis dix ans, Creusot-Loire occupe une position clé dans les réalisations électronucléaires financées par EDF. Depuis 1981, ce groupe a conforté cette position et se trouve concerné par le redressement engagé en sidérurgie et métallurgie fine, ainsi que dans l'effort entrepris en matière d'équipement de transports. Face à ces impératifs, le groupe n'a investi dans Creusot-Loire industries que 150 millions de francs en 1981, soit 30 % de son chiffre d'affaires. En ce qui concerne Framatome, à part un effort de développement des études en technique de base, on n'a pas vu apparaître d'investissements nouveaux. Or ces deux entreprises représentent les deux tiers du chiffre d'affaires du groupe.

OPERATIONS FINANCIERES COUTEUSES

En revanche, dans le même temps, 175 millions de francs ont été investis dans Phoenix Steel, filiale américaine du groupe en métallurgie et Framatome a prêté à EDF, 3 milliards de francs provenant des profits réalisés sur les commandes de l'entreprise publique. Au sujet de ces profits,

faut-il rappeler qu'ils avaient été « placés » sur le marché financier international à 17 % d'intérêt, rapportant pour la seule année 1981, environ 700 millions de francs.

Creusot-Loire a donc préféré la spéculation à l'investissement, quitte à faire apparaître ensuite un déficit lié à ses activités industrielles. Ces opérations spéculatives jouent contre le potentiel industriel national, elles provoquent des pertes d'emploi, tout en obtenant de nouveaux capitaux de l'Etat.

Dans ce contexte, le PDG, de Creusot-Loire remet, en particulier, Framatome en jeu. Sans doute voudrait-il obtenir de l'argent frais en cédant au secteur public une part limitée du capital de cette entreprise, constructeur unique des réacteurs nucléaires. Aux 30 % déjà détenus par le C.E.A. s'ajouterait ainsi une participation publique complémentaire qui ne mettrait pas en cause le rôle dirigeant de Creusot-Loire dans sa filiale. Ainsi alors que M. Pineau-Valencienne ne revendique pas la poursuite d'un programme nucléaire nécessaire à notre économie et à son indépendance, il trouverait dans cette opération une compensation financière à la réduction inacceptable de ce programme, tout en conservant la direction de Framatome.

Réexaminer aujourd'hui les participations dans Framatome, c'est sans doute nécessaire mais la réponse ne peut pas se placer sous le signe du marchandage.

ROLE DU C.E.A. ET D'E.D.F.

Il apparaît en effet utile que le CEA et EDF sans que l'un ou l'autre devienne majoritaire représentent ensemble une part déterminante de Framatome : acquis et outil qui se trouvent au carrefour du développement scientifique et technique nucléaire, des réalisations de production d'électricité et des biens d'équipement industriel.

En même temps, la prise de participation nouvelle du secteur public devrait être assortie de l'affectation des moyens financiers procurés à Creusot-Loire dans un effort d'investissement pour la sidérurgie et la métallurgie du groupe.

Ainsi Creusot-Loire, toujours présent dans Framatome pour une part significative, se verrait amené à ne pas rompre la synergie indispensable à la politique industrielle nécessaire, dans une économie mixte dont les différents partenaires doivent assurer toute ter les orientations fixées démocratiquement par le pays pour son redressement. La recherche de la compétitivité, de la qualité du renouveau de notre industrie, exige que Creusot-Loire joue un rôle dynamique et voit naître une gestion dans laquelle les travailleurs puissent dire leur mot. Et pour cela, il faut appliquer les droits nouveaux.

SNIAS

Les médias se sont fait l'écho de l'accord conclu entre la Direction Générale de la S.N.I.A.S. et les organisations syndicales.

Les communiqués ont (volontairement ou non) omis de préciser que cet accord qui concerne la réduction du temps de travail ainsi que la compensation, n'a été signé que par une seule organisation syndicale, F.O.

En effet, après la consultation des salariés de la S.N.I.A.S. organisée par la C.G.T. de la société, qui a prouvé que l'immense majorité des salariés exigeait la poursuite des négociations, les organisations syndicales C.G.T., C.F.D.T., C.G.C. et C.F.T.C. représentant 64 % du personnel, ont refusé de cautionner par leur signature l'accord d'entreprise, considérant qu'elles ne pouvaient accepter les propositions de la Direction Générale de la S.N.I.A.S.

Cet accord, rappelons-le, prévoit :

- une baisse importante et durable du pouvoir d'achat ;
- une remise en cause très grave de l'accord société ; c'est entre 3 % et 5 % selon les catégories, que se chiffre la perte du pouvoir d'achat ;
- l'ancienneté, les minis d'embauche, le prix du point, eux, diminuant de 5,25 % ;
- l'accord société de base, qui prévoyait 2 % en hausse des salaires au 1^{er} juillet 83 et au 1^{er} janvier 84 n'est plus respecté ;
- l'article qui prévoyait que le prix du point S.N.I.A.S. se situe au-dessus du prix du point des conventions collectives de la métallurgie n'existe plus ;
- les primes d'équipes se sont diminuées, de 40 % elles

passeront à 30 % et de 25 % à 15 %.

Il n'est prévu aucune embauche.

En ce qui concerne le départ du personnel âgé entre 55 et 59 ans, l'accord prévoit :

- pour 1983, un départ de personnes âgées de 55 ans dans les conditions fixées par les textes en vigueur ;
- pour 1984, une retraite progressive (travail à mi-temps).

POURQUOI FO SIGNE ?

Pour tenter de justifier sa signature, F.O. développe le catastrophisme, évoque des licenciements.

Or, souligne la CGT, « Il n'y a jamais eu de la part du PDG Martre de déclarations allant dans ce sens, au contraire, il a fait état d'une relance de l'industrie fin 84 début 85 et

que d'ici là seules trois usines se trouvaient à avoir un déficit de leur plan de charges, Nantes, St-Nazaire, Meaulte ».

« Il n'y a jamais eu d'Ultimatum de la Direction générale de la S.N.I.A.S., qui aurait consisté à appliquer des dispositions unilatérales, encore plus mauvaises que celles prévues dans l'accord. »

En fait, si ce protocole comporte des aspects positifs (les 37 heures ne seront toutefois atteintes que fin 1985) il est entaché d'une perte de pouvoir d'achat qui atteindra 500 F par mois en moyenne.

Non seulement F.O. signe cet accord au rabais, mais elle se donne de surcroît les gants de critiquer le gouvernement sur le devenir de l'entreprise !

Assise par un favoritisme ou trancier de la direction, la su-

F. O. VOLE POUR LA DIRECTION

prématie de FO à la SNIAS, se solde, en une quinzaine d'années, par une perte de quelque 1 000 F par mois pour un ouvrier. La chute continue.

Refusant cet état de fait, la C.G.T. de son côté en proposant une démarche aux autres organisations non signataires C.F.D.T., C.G.C., C.F.T.C. auprès de la D.G. de la S.N.I.A.S., des pouvoirs publics, entend bien faire reprendre les négociations sur des bases ne mettant pas en cause l'intérêt des personnels de la S.N.I.A.S.

En ce sens, dans une lettre adressée le 6 juillet au P.D.G. de la S.N.I.A.S., elle insiste sur le fait que « la preuve vient d'être donnée tant par la consultation C.G.T. des salariés que par le refus des autres organisations C.F.D.T. - C.F.T.C. - C.G.C., que les textes signés ne correspondent pas à la volonté de 64 % du personnel de la S.N.I.A.S. ».

« La Direction générale, considère le syndicat, est donc placée devant ses responsabilités, il vous appartient de réouvrir immédiatement des négociations. »

« Notre organisation est prête, même pendant la période des congés, à reprendre la négociation ».